

# INFOS Hebdo

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERVIN

## **Françaises de l'étranger, Français de l'étranger, je vous ai compris !**

La ministre chargée des Français établis hors de France, Hélène CONWAY-MOURET, a présenté aux parlementaires son projet de réforme de la représentation des 2,5 millions de Français résidant dans le monde entier.

Si beaucoup reste à éclaircir, beaucoup est déjà à craindre. Car, constatant un problème de représentativité des 155 conseillers élus partout dans le monde, qui composent l'Assemblée des Français de l'étranger, le gouvernement entend renforcer la démocratie de proximité.

Des concepts attrayants qui, s'ils n'avaient pas déjà été largement utilisés à chaque réforme électorale pour justifier un nouveau mode de scrutin ou un découpage plus avantageux, pourraient emporter l'adhésion de chacun d'entre nous.

La réalité est tout autre : dilution des maigres compétences des élus locaux, suppression de l'agora que constituait jusqu'alors les deux réunions annuelles à Paris... Le projet présenté menace, en l'état, l'indépendance du corps élu et le poids de ce contre-pouvoir indispensable.

Si nous souhaitons tous une amélioration du système représentatif actuel, nous espérons que l'heure du changement ne signifierait pas de renverser une table pas si bancale.

L'Assemblée des Français de l'étranger avait adopté lors de sa dernière réunion un texte équilibré, qui permettait une réelle amélioration du régime actuel. Il n'en a pas été tenu compte.

C'est l'heure de la mobilisation, que nous espérons constructive. Seules sont perdues d'avance les batailles qu'on ne livre pas.

Robert del Picchia

## **MONDE**

**Égypte.** Le palais présidentiel encerclé par l'armée. Au moins cinq blindés ont pris place après une nuit d'affrontements entre pro et anti-MORSI, qui a fait cinq morts et quelque 350 blessés. Mais l'armée s'est engagée à ne pas faire usage de la force. Le président Mohamed MORSI devait s'exprimer ce jeudi, pour la première fois depuis le début des manifestations autour du palais. Les manifestants anti-MORSI occupent les environs du palais présidentiel depuis le début de la semaine. Ils protestent contre le projet de constitution qui doit être soumis à référendum le 15 décembre prochain, et contre le décret du 22 novembre dernier, qui donne au président des pouvoirs élargis. La plus haute instance religieuse d'Égypte, l'institution d'Al-Azhar, a exhorté le président MORSI à retirer ce décret. À l'appel des Frères musulmans, des militants sont venus chasser les opposants qui campaient devant le palais.

**Syrie.** L'ONU retire son « *personnel international non essentiel* ». Soit 25 personnes sur une centaine. Les déplacements des employés seront limités, en raison de l'aggravation des conditions de sécurité. L'UE a également décidé de réduire sa délégation au minimum. Le personnel expatrié pourrait être replié à Beyrouth. Le porte-parole des Affaires étrangères, Jihad MAKDISSI, a démissionné et s'est rendu à Londres. Le secrétaire général de la Ligue arabe a quant à lui estimé que le régime ASSAD peut tomber « *à n'importe quel moment* », face à une opposition qui gagne du terrain. Barack OBAMA a menacé le président syrien de « *conséquences* » s'il utilisait des armes chimiques. Un responsable américain a en effet alerté sur la mise en place d'un processus de militarisation du gaz sarin.

**Que fait la Russie ?** Pour le dirigeant du groupe parlementaire de Russie unie, le parti du Président POUTINE, « *le gouvernement actuel en Syrie doit assumer ses fonctions. Mais le temps a montré que cette tâche est au-dessus de ses forces* ». Des consultations sur la situation en Syrie devaient réunir le ministre des Affaires étrangères russe, Sergeï LAVROV, la secrétaire d'État américaine, Hillary CLINTON, et l'émissaire international sur la Syrie, le diplomate algérien Lakhdar BRAHIMI.

**Paris et Londres face à Israël. Washington condamne.** La France et la Grande-Bretagne ont convoqué les ambassadeurs israéliens pour protester contre le projet de nouveaux logements dans des colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Pour Hilary CLINTON : « *cette administration, comme les administrations précédentes, a dit très clairement à Israël que ces activités (d'extension des colonies) faisaient reculer la cause d'une paix négociée* » entre Israël et les Palestiniens. Déclaration prononcée à Washington en présence des ministres israéliens de la défense, Ehud BARAK, et des affaires étrangères, Avigdor LIEBERMAN. Le Premier ministre israélien a également annoncé le blocage des taxes collectées pour le compte de l'Autorité palestinienne, soit environ 92 millions d'euros.

**La Russie préside le G20.** Saint-Petersbourg accueillera les 5 et 6 septembre 2013 un sommet des chefs d'État de l'organisation, pour identifier « *des sources de croissance* » face à la crise.

## EUROPE

**MERKEL dans un fauteuil très confortable.** La Chancelière allemande a été réélue à la présidence de l'Union chrétienne-démocrate, avec 97,3% des voix. Son meilleur score depuis qu'elle dirige le parti. Elle était seule en lice.

**Borut PAHOR Président de Slovénie.** Le candidat social-démocrate a remporté le 2<sup>e</sup> tour de l'élection présidentielle. L'ancien Premier ministre (2008-2011) a recueilli 67,44% des suffrages, nettement devant le chef de l'État sortant, Danilo TÜRK, qui n'a obtenu que 32,56%. La participation a été la plus faible depuis l'indépendance en 1991 : moins de 42%.

**Paris - Turin en 4 heures. Contre 7 actuellement.** François HOLLANDE et Mario MONTI ont mis sur les rails le projet controversé de liaison ferroviaire à grande vitesse (LGV) lors d'un sommet bilatéral à Lyon. Coût d'un tunnel transalpin de 57 km : 8,5 milliards d'euros. L'Italie prenant en charge 2,9 milliards et la France 2,2. L'Europe doit en principe financer 40% soit 3,4 mds mais il faudra encore convaincre Bruxelles. Premier départ du train en 2028-2029 !

**L'Europe pour les énergies renouvelables.** Les 27 ministres de l'énergie ont adopté cette semaine des conclusions définissant les domaines d'actions prioritaires pour le développement des énergies renouvelables. Les priorités sont l'ouverture du marché intérieur de l'électricité, la coopération entre les États membres, le soutien aux infrastructures et aux consommateurs, ainsi que l'innovation technologique.

**De la corruption européenne...** « *Le niveau de corruption dans le secteur public est un problème majeur* » dans certains pays européens. Les pays les plus touchés par la crise sont visés. La Grèce se classe au 72<sup>e</sup> rang sur 176 États évalués. L'Italie est 94<sup>e</sup>. L'Irlande (25<sup>e</sup>), l'Espagne (30<sup>e</sup>) et l'Italie (33<sup>e</sup>) font aussi figure de mauvais élèves. La France s'en sort mieux, en 22<sup>e</sup> position, mais n'arrive que 9<sup>e</sup> en Europe. Les plus vertueux sont le Danemark, la Finlande et la Nouvelle-Zélande. Rapport annuel de Transparency International.

**Le Neuron. Enfin un drone européen.** Il a effectué avec succès son premier vol d'essai. Ce drone, dont Dassault est maître d'œuvre, est le résultat d'une coopération industrielle entre la France, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, la Suède et la Suisse. Le Neuron, initié en 2003, est long de 9 mètres, a une envergure de 12 mètres, pèse 7 tonnes et peut quasiment atteindre Mach 1. C'est un drone de combat furtif et peut être le futur avion de chasse à l'horizon 2030. Les britanniques qui développent un drone différent avec BAE ne sont pas partie prenante.

**120 millions de personnes, menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale.** Ce sont 24,2% de la population de l'Europe des 27. En 2011, les plus fortes proportions de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale ont été enregistrées en Bulgarie (49%), en Roumanie et en Lettonie (40% chacun), en Lituanie (33%), ainsi qu'en Grèce et en Hongrie (31% chacun), et les plus faibles aux Pays-Bas, en Suède au Luxembourg et en Autriche, tous entre 15 et 17%. Données Eurostat.

## AFRIQUE, AMÉRIQUES & ASIE

**Mali : une intervention militaire dans le Nord du pays,** sous contrôle de groupes islamistes armés, est presque certaine. Mais « *rien ne pourra se faire avant septembre-octobre 2013* ». Déclaration d'Hervé LADSOUS, secrétaire général adjoint de l'ONU pour les opérations de maintien de la paix. Alassane OUATTARA, président ivoirien qui dirige actuellement la Cédéao, avait jugé la veille qu'il fallait « *bien sûr le dialogue politique* », mais « *une intervention militaire me paraît indispensable et dans les meilleurs délais* ».

**Grève générale en Tunisie.** À l'appel du principal syndicat, le 13 décembre. Une nouvelle escalade dans la crise politique et sociale que traverse le pays, à la veille du 2<sup>e</sup> anniversaire de la révolution.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Retraites dans plusieurs pays.** Dans une question orale qui sera posée en janvier à la ministre des affaires sociales et de la santé, Robert del Picchia attire son attention sur le refus de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) de mettre en œuvre la jurisprudence permettant d'appliquer de façon cumulative plusieurs conventions bilatérales de sécurité sociale pour calculer le taux de la retraite de nos compatriotes ayant travaillé dans deux ou plusieurs pays. Le parlementaire rappelle que la Cour d'appel a pris le soin de préciser qu'aucune mesure réglementaire ou technique n'était nécessaire pour appliquer la règle du cumul des conventions. Il lui demande de donner instruction à la CNAV et aux caisses régionales d'appliquer, sans délai, la jurisprudence.

**Distinction.** Notre collègue, Anne MONSEU-DUCARME, conseillère élue pour la Belgique, recevra au Sénat belge, en présence de la Reine Paola, le prix « Femme de Paix 2012 ». Ce prix honore les femmes qui œuvrent pour la paix, la réconciliation et les droits de la femme, dans le cadre de la résolution 1325 des Nations unies. *La Rédaction adresse ses chaleureuses félicitations à la récipiendaire !*

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**Florange : l'épilogue ?** Le Premier ministre assume et défend l'accord conclu avec ArcelorMittal concernant le site des hauts fourneaux. Les syndicats disent avoir été « *trahis* » et promettent de maintenir la pression par des actions qui restent à déterminer. Pour Jean-Marc AYRAULT, « *le gouvernement a eu raison de prendre la solution la plus favorable pour l'emploi* ». Les salariées vont être reclassés « *sur des bases exclusivement volontaires* ». Pas de licenciements, mais pas de nationalisation, ce que demandaient les syndicats.

**Lutte contre le décrochage scolaire.** Des plateformes d'appui et de suivi vont être constituées pour appeler « *un par un* », les « *décrocheurs* ». Annonce du ministre de l'Éducation, Vincent PEILLON. Les élèves « *se verront proposer un parcours personnalisé de retour en formation dans le cadre d'un contrat « objectif formation-emploi* ». Vincent PEILLON lance aussi un appel aux entreprises pour développer la formation en alternance. Par ailleurs, un arrêté du ministre fixant le calendrier scolaire de l'année 2013-2014 pour les académies des 3 zones a été publié au Journal officiel, en attendant « *une réflexion approfondie* » sur l'évolution des rythmes scolaires au printemps.

**Rapport du gouvernement sur la pauvreté.** À quelques jours de la Conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. En 2010, le nombre des situations de pauvreté a augmenté et s'est diversifié : 14,1% de la population vivait sous le seuil de pauvreté, soit 400.000 personnes de plus qu'en 2009. Les ministères des Affaires sociales et de la Santé, et des Personnes handicapées relèvent que les Français les plus modestes ne recourent pas suffisamment aux dispositifs censés les aider. 68% d'entre eux ne demandent pas à bénéficier du RSA.

**Le démenti de CAHUZAC.** Sur Twitter et dans un communiqué, le ministre délégué au Budget, Jérôme CAHUZAC, a démenti les informations du site Mediapart, selon lequel il aurait longtemps détenu « *un compte bancaire non déclaré* » en Suisse. L'intéressé a aussitôt dénoncé des « *propos diffamatoires* ». Il a reçu le soutien du Président de la République, du Premier ministre, du Président de l'Assemblée nationale et d'un grand nombre de personnalité de gauche. La droite demande généralement que toute la lumière soit faite le plus rapidement possible.

**Séquence... politique.** L'écologiste Nicolas HULOT a été nommé envoyé spécial de François HOLLANDE, chargé d'une « *mission internationale en faveur de la préservation de l'environnement* ». L'ancien candidat à la primaire écologiste participera à la préparation de la conférence internationale sur le changement climatique, que la France propose d'accueillir en 2015.

**Le groupe RDSE contre les collaborateurs élus.** Le Président du groupe au Sénat va déposer une proposition de loi étendant l'inéligibilité qui s'applique à certains hauts fonctionnaires, comme les préfets ou les recteurs, dans le département où ils ont exercé, à l'ensemble des collaborateurs de maires, de présidents d'intercommunalité, de conseil général ainsi que ceux des députés européens. Il s'agit de lutter contre la professionnalisation de la politique.

**Ne me parlez pas de Paris.** Jean-Louis BOORLO est à 100% UDI. « *Ça prend une énergie dingue de créer un parti de plein exercice et il n'est pas question de me disperser en ce moment sur autre chose, ce serait injuste vis-à-vis de tous ceux qui adhèrent chez nous* », se contente d'indiquer Jean-Louis BORLOO. Fidèle à sa ligne : ne « *rien dire sur les municipales* » avant le mois de février... « *Et à ce moment-là* », tient-il à préciser, « *on ne se contentera pas de parler de Paris...* ». À noter sa réélection à la présidence du Parti radical, avec 95,84% des suffrages.

**JOUANNO en parle.** « *Paris m'intéresse, si tout le monde est en ordre de marche pour gagner* », dit la sénatrice de la capitale. L'ancienne ministre qui vient de rejoindre l'UDI de Jean-Louis BORLOO, dit quand même que la question de sa candidature est prématurée. Elle développe néanmoins son « *projet* » : la « *transition, la conversion écologique de Paris* ».

**UMP : vers un nouveau vote ?** Après 3 rencontres en tête-à-tête, un nouvel entretien devait avoir lieu ce jeudi entre Jean-François COPÉ et François FILLON, après avoir été reporté, « *pour des questions d'agenda* ». L'idée d'un nouveau vote, demandé par l'ancien Premier ministre, ferait peu à peu son chemin. Elle a été reprise par les « *non-alignés* », regroupés par Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET et Bruno LE MAIRE. Certains partisans de François FILLON envisageraient le retrait de celui-ci en cas de nouveau vote. Des réticences fortes perdureraient cependant dans le camp de Jean-François COPÉ.

**LE R-UMP dans l'hémicycle.** Le groupe parlementaire présidé par François FILLON est intervenu pour la 1<sup>ère</sup> fois en tant que tel à l'Assemblée nationale. 2 de ses membres ont posé une question au gouvernement au nom du groupe. Celui-ci compte désormais 70 membres et 3 apparentés. Le groupe UMP 114, et 7 apparentés.

**France SA.** La Caisse des Dépôts a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec Qatar Loding LLC, pour investir à parité 300 millions d'euros dans les PME française. L'ambassade du Qatar évoque « *des technologies innovantes ou jouant un rôle moteur dans le développement de l'innovation, par exemple en matière environnementale* ».

## PARLEMENT

### Assemblée nationale

**La TVA en hausse.** Les députés ont adopté l'amendement au projet de loi de finances rectificative. Cette hausse doit financer pour partie le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, de 20 milliards d'euros. Les hausses de TVA, qui entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014, coûteront aux consommateurs 6,4 milliards d'euros. Concrètement :

- le taux réduit de TVA à 5,5% passera à 5% pour les produits de 1<sup>ère</sup> nécessité.
- le taux intermédiaire augmente de 7 à 10%. Il concerne les secteurs comme la restauration, la rénovation des logements ou l'hôtellerie. Ces domaines « *représentent 10% de la consommation des ménages les plus aisés* ».
- le taux normal passera de 19,6 à 20%.

PS et Radicaux ont voté pour, mais disent se garder la possibilité de modifier le dispositif plus tard. L'opposition s'en est donnée à cœur joie pour critiquer les revirements de la gauche, dénonçant un « *reniement* ».

**35 amendements en dernière minute.** L'examen du collectif budgétaire a été suspendu pour que la commission des Finances puisse se pencher sur les nombreux amendements déposés au dernier moment par le gouvernement, ce qui a provoqué la colère de l'opposition. À noter par exemple la taxation des plus-values immobilières.

**Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2013 adopté.** L'Assemblée nationale a procédé à la lecture définitive de ce texte après que le Sénat l'a rejeté par deux fois. Les députés du Front de gauche ont voté avec l'opposition de droite et du centre (UDI). Ce texte prévoit d'établir à 11,4 milliards d'euros le déficit du régime général de la Sécurité sociale en 2013 contre 11,3 milliards prévus cette année. Le Conseil constitutionnel a été saisi par 106 sénateurs UMP.

**À venir.** Mariage pour tous. : le débat en séance commence le 29 janvier, jusqu'au 10 février. Le 17 janvier, les députés examineront l'abrogation de la « loi CIOTTI », qui organisait la suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire répété. Le Sénat s'est déjà prononcé en faveur de l'abrogation.

**Pas d'enquête sur le renseignement.** Malgré le vote de la Commission des Lois, les députés ont adopté en séance la proposition de résolution de Noël MAMERE, visant à créer une commission d'enquête sur « *le fonctionnement des services de renseignement français dans le suivi et la surveillance des mouvements radicaux armés, et notamment des filières djihadistes existant sur le territoire français* ». Le rapporteur de la résolution jugeait pourtant la proposition « *recevable mais pas opportune politiquement* ».

### Sénat

**La recherche sur l'embryon et les cellules souches autorisée.** Le texte a reçu l'appui du gouvernement. Le régime actuel prévoit l'interdiction de la recherche sur l'embryon avec dérogation. Il évoluerait vers un système d'autorisation encadrée. La proposition de loi, initiée par des sénateurs de gauche et adoptée à une large majorité (203 voix pour, 74 voix contre) a divisé l'UMP et les centristes. 20 sénateurs UMP ont voté pour, 59 contre, 16 se sont abstenus et 36 n'ont pas pris part au vote. Les centristes de l'UDI-UC se sont également partagés sur ce texte de bioéthique, avec 11 pour, 10 contre, 5 abstentions et 6 qui n'ont pas pris part au vote. Le texte doit maintenant être adopté à l'Assemblée nationale.

**Minimum vieillesse.** Adoption, par la Commission des Affaires sociales, d'une proposition de loi de la sénatrice UMP Isabelle DEBRÉ, visant à autoriser le cumul du minimum vieillesse avec des revenus tirés d'activités déclarées (menus travaux, jardinage, garde d'enfants...). Le PS s'est abstenu et les communistes ont voté contre.

## ÉCONOMIE & DÉFENSE

**Facture salée.** L'estimation du coût de la construction du réacteur nucléaire EPR de Flamanville a été augmentée à 8,5 milliards d'euros, inflation comprise. En partie à cause des retards subis par le chantier. C'est environ 5 milliards de plus que prévu. EDF maintient le calendrier de mise en service du réacteur de 3<sup>e</sup> génération. La production doit démarrer en 2016.

**Usine à gaz.** Une augmentation de « 2 à 3% » au 1<sup>er</sup> janvier des tarifs du gaz de GDF Suez est à prévoir.

**Des taux d'emprunt en baisse.** Les crédits immobiliers aux particuliers ont atteint en moyenne un taux d'intérêt de 3,31% en novembre. On se rapproche du plus bas historique, à 3,25% il y a 2 ans.

**Les entreprises défont moins.** Le nombre de défaillances d'entreprise est en baisse sur 1 an, de 3,9%, à 48.885 contre 50.863 par rapport aux 12 mois précédents.

**Plus de chômeurs indemnisés.** +1,1% en octobre. +5,3% sur 1 an. Selon l'INSEE, le taux de chômage en France a augmenté de 0,1 point au 3<sup>e</sup> trimestre, à 9,9% en métropole. C'est le taux le plus élevé depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 1999.

**2 heures de communications téléphoniques pour 2 euros ?** C'est la nouvelle offensive commerciale de Free qui inclut, en plus des 2 heures, les SMS illimités et un « *accès à internet illimité* ».

## SANTÉ & SOCIÉTÉ

**Nouveaux permis de conduire européens.** De la taille d'une carte de crédit et plastifiés, ils viendront remplacer l'actuel « papier rose » en France. Ils ne seront finalement mis en circulation qu'à partir de septembre 2013, et non pas au mois de janvier comme prévu initialement. Le nouveau document ne sera valable que 15 ans. Il comportera une puce électronique qui contiendra les informations relatives à l'identité du conducteur et au permis du titulaire. Les empruntes n'y seront toutefois pas stockées. Le nombre de points non plus. Les 38 millions de personnes titulaires d'un permis rose devront l'échanger à partir de 2014, et cela avant 2033. Le gouvernement dit n'avoir pas encore décidé si le document serait facturé.

**Opérations de recherche des survivants aux Philippines.** Le typhon Bopha a fait jusqu'à présent 332 morts. Plusieurs centaines de personnes sont disparues et on compte des centaines de milliers de sinistrés sans le sud de l'archipel. Les dégâts matériels pourraient se chiffrer à 75 millions d'euros et 70% à 80% des plantations ont été détruites. Le gouverneur de la province, Arturo UY, a confirmé que les opérations de recherche se poursuivent. Une vingtaine de typhons balaient les Philippines chaque année.

**Des soldats de la Licorne devant la justice.** Au nom de l'exemplarité, des peines de prison de 6 mois avec sursis à 5 ans ferme ont été requises à la cour d'assises de Paris contre 4 militaires français accusés du meurtre en Côte d'Ivoire en 2005 d'un homme qui aurait été une menace pour la population.

## CULTURE, NOUVELLES TECHNOLOGIES & SPORTS

**La CNAV en ligne.** La Caisse nationale d'assurance vieillesse a reçu plus de 1.700 questions à l'occasion du *chat* qu'elle organisait ce jeudi en ligne. En une heure, les quatre personnes mobilisées ont pu répondre à 52 questions. Ces éléments resteront disponibles en ligne pendant plusieurs semaines. La CNAV dit maintenant préparer pour 2013 un espace dédié aux Français de l'étranger, avec une Foire Aux Questions, qui permettra de regrouper les principaux thèmes abordés par les internautes. Un grand nombre de questions individuelles ont été posées. La CNAV a annoncé qu'elle répondra progressivement à ceux qui ont laissé une adresse électronique.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Adhésion de la Croatie à l'Union européenne.** Adoption du projet de loi autorisant la ratification du traité signé en 2011. Il doit être ratifié par l'ensemble des États membres pour entrer en vigueur. Il fera de la Croatie le 28<sup>e</sup> pays membre, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013. Le texte prévoit les adaptations institutionnelles nécessaires pour permettre l'accueil de ce nouveau membre en son sein. 18 pays l'ont déjà ratifié. La Croatie l'a accepté par référendum.

**Projet de loi relatif à la durée du travail des conducteurs indépendants du transport public routier.**

**Décret relatif au contrôle des organismes locaux de sécurité sociale.**

**Communications.** La mobilisation contre le décrochage scolaire et l'action en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes. / **Le plan d'action en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les administrations publiques.** Selon le communiqué du gouvernement, le plan engage les administrations publiques à la mise en œuvre d'actions concrètes. Le dialogue social sera « *le moteur de l'égalité professionnelle* ».

## CARNET – NOMINATIONS

**Décès de l'architecte Oscar NIEMEYER** à 104 ans. Il a notamment conçu le siège des Nations unies à New York ou encore celui du Parti communiste français, place du colonel Fabien, à Paris.

**Carnet Rose à Buckingham.** Le prince William et son épouse Kate attendent un enfant. Le duc et la duchesse de Cambridge se sont mariés en avril 2011. Aucune indication sur le terme de la grossesse, mais le secrétariat du prince précise qu'elle en est encore à un stade précoce. Le prince William, petit-fils de la reine Elizabeth et fils du prince Charles, est au deuxième rang dans la succession. Son enfant, quel que soit son sexe, occupera le 3<sup>e</sup> rang.

**Jérôme PASQUIER**, ambassadeur à Séoul.

**Michèle BOCCOZ** pourrait être nommée ambassadeur en Croatie.

**François BARRY MARTIN-DELONGCHAMPS** devient conseiller diplomatique du gouvernement.

**Yves BIGOT** succède à Marie-Christine SARAGOSSE comme directeur général de TV5 Monde.

**Ariane VINCENT**, conseillère chargée des relations avec les partenaires et des opérations extérieures au cabinet de Najat VALLAUD-BELKACEM.

INFOS Hebdo, tous droits réservés.

Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87  
[r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)